

Article

« La géographie militaire du Canada : avant-propos »

Paul Claval

Cahiers de géographie du Québec, vol. 34, n° 93, 1990, p. 279-284.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/022127ar>

DOI: 10.7202/022127ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LA GÉOGRAPHIE MILITAIRE DU CANADA: AVANT-PROPOS

par

Paul CLAVAL

*Unité d'enseignement et de recherche de géographie,
Université de Paris IV-Sorbonne,
1, rue Victor-Cousin, 75230 Paris*

LE PASSÉ MILITAIRE DU CANADA

Le Canada a un passé militaire: les fortifications de Louisbourg, de Québec ou de Fort Frontenac-Kingston sont là pour en témoigner: le sort de la compétition pour la prééminence mondiale qui se jouait entre la France et l'Angleterre depuis le milieu du XVII^e siècle s'est en partie dénoué sur les plaines d'Abraham en 1759, et les tensions entre l'Angleterre et les jeunes États-Unis d'Amérique n'ont cessé qu'après la guerre de 1812. Le contrôle des routes des commerçants de fourrure et la mise en place du peuplement nécessitaient, par précaution, des chapelets de forts que rappelle la toponymie, même lorsqu'ils ont disparu du paysage.

Mais ce passé militaire local est déjà lointain. C'est surtout entre 1880 et la fin de la Seconde Guerre mondiale que les géographes se sont intéressés aux faits militaires et les militaires à la géographie. La manoeuvre des unités de l'armée de terre impliquait une connaissance fine du terrain et l'aptitude à exploiter ses divers éléments, à cacher les batteries derrière les crêtes sans que cela gêne leur tir, par exemple, ou à appuyer ses lignes sur des rivières, des marais et tout ce qui peut gêner la progression de l'adversaire. En mer, les flottes devaient jouer avec le temps, la force de la mer et les brouillards — mais l'avènement de la marine à vapeur tendait déjà à restreindre le poids des facteurs purement physiques.

La connaissance de la géographie était donc indispensable à la manoeuvre tactique. Mais l'analyse savait déjà insister sur des éléments pertinents à d'autres échelles. Les géographes et les militaires présentaient le tableau des forces armées de leurs ennemis et de leurs alliés, des forteresses, bases ou lignes de fortification sur lesquelles elles pouvaient s'appuyer et des possibilités qui s'offraient à leurs flottes d'accéder aux mers libres, et de trouver là des points d'appui où s'arrêter et des escales où s'approvisionner en charbon ou en pétrole. Ce panorama des forces soulignait aussi les éléments qui, dans la géographie naturelle, favorisaient la défense du territoire ou la pénétration chez l'adversaire: certaines frontières paraissaient plus faciles à défendre parce qu'accrochées sur des crêtes ou sur des rivières dont le passage était aisé à contrôler.

L'inventaire des forces militaires ne se bornait pas à localiser les armées ou les flottes: il montrait ce que ces forces étaient susceptibles de menacer directement ou indirectement, après mouvement: il précisait la profondeur et l'étendue des aires que chacun était capable de frapper au-delà de ses frontières grâce à l'emploi de ses armes; il indiquait aussi les moyens de pression qui peuvent naître de l'action sur l'opinion adverse, ou du contrôle de ses voies de ravitaillement extérieur.

L'état de la géographie militaire appelait une analyse plus large des fondements de la puissance: la population, les ressources naturelles et les forces économiques étaient passées en revue. Ces éléments matériels ne suffisent pas toujours à assurer à celui qui les possède la puissance: la cohésion de la société est indispensable. La géographie militaire insistait sur les traditions de frugalité, de courage ou d'obéissance qui font la force de certaines armées, et sur les tensions que la présence de minorités engendre, sur les troubles qu'elles peuvent entretenir et sur les actions subversives que l'on peut y provoquer.

La géographie militaire ainsi conçue n'intéressait pas directement le Canada: rien ne menaçait directement le pays, dont la frontière méridionale était devenue pacifique. La banquise protégeait l'archipel Arctique. La sécurité extérieure était assurée par la participation à l'Empire britannique.

Mais au cours des premières décennies du XX^e siècle, le rôle du Canada changeait en ce domaine: au lieu d'être un simple prolongement du Royaume-Uni, dont la stratégie et la défense étaient pensées depuis Londres, le Canada devenait un partenaire actif et y gagnait un statut nouveau de grande puissance — comme le soulignait à l'époque André Siegfried. La puissance britannique reposait sur la maîtrise des mers. Le contrôle de l'Atlantique Nord et du Pacifique Nord impliquait l'entretien de bases au Canada, et de plus en plus, l'intervention d'une flotte canadienne capable de protéger la route de l'Atlantique Nord, indispensable pour assurer les liaisons entre les nations libérales en cas de conflit européen.

Tous les Canadiens, quelle que fût leur origine, sentaient ce que cette participation à la puissance navale britannique leur assurait. L'autre aspect de l'engagement militaire canadien, celui qui conduisit les soldats du Dominion aux côtés des troupes britanniques sur les champs de bataille européens, ne paraissait pas également essentiel à toutes les composantes de la population. Il allait de soi pour les Canadiens anglais, restés très proches de la métropole. Il posait parfois problème aux Canadiens français, plus résolument tournés vers la scène américaine.

La Seconde Guerre mondiale s'inscrit dans le prolongement du premier conflit: malgré les progrès de l'aviation, l'Amérique du Nord reste hors de portée des raids allemands ou japonais. Les enjeux essentiels sont encore, pour le Canada, le maintien de la maîtrise des mers au profit des nations alliées, et l'engagement sur les champs de bataille où se joue l'avenir du monde libre. Ce qui est nouveau, c'est le recentrage de la coalition occidentale sur les États-Unis, seuls capables désormais d'assurer la libre circulation maritime et la maîtrise aérienne sans lesquelles les nations développées libérales, séparées par les étendues océaniques, seraient incapables de se défendre. L'émergence du champ de bataille du Pacifique renforce encore ce basculement.

Le Canada voit son rôle stratégique s'accroître: il compte désormais autant par la côte du Pacifique que par les rivages de l'Est. La nécessité, pour échapper à la menace du Japon, de créer des relations intérieures vers l'Alaska, et au-delà, vers l'URSS, conduit à l'ouverture de la route de l'Alaska et à un renforcement substantiel du poids stratégique de l'Ouest et du Nord-Ouest du pays.

Les conditions nouvelles renforcent donc la valeur stratégique du Canada: elles auraient dû conduire les géographes à s'intéresser davantage aux problèmes militaires et de sécurité. Ils allaient les négliger à peu près totalement durant 40 ans.

LE TOURNANT DE 1949

L'équilibre mondial est en effet bouleversé, dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, par la tension croissante entre l'URSS et les nations libérales. Tant que les États-Unis sont seuls à posséder la bombe, le danger n'est pas immédiat pour le Canada. Tout change en 1949: l'Amérique devient pour la première fois directement vulnérable.

Durant une dizaine d'années, l'avion demeure le seul vecteur possible pour les bombes atomiques. Pour qui vole selon les parallèles aux latitudes moyennes, les distances sont telles que les objectifs américains demeurent hors de portée des bombardiers soviétiques. Mais la voie polaire est beaucoup plus courte: la menace vient désormais du Nord. L'Arctique canadien cesse d'apparaître comme un cul-de-sac à l'abri des menaces ennemies. C'est désormais par lui que peuvent arriver les avions de l'adversaire. Le Canada revêt une valeur stratégique renforcée: c'est de la présence de radars couvrant le Nord et l'archipel arctique, ainsi que le Groenland, et de bases avancées pour intervenir contre les avions ennemis que dépend désormais la sécurité américaine.

L'utilisation des fusées comme vecteurs des armes nucléaires bouleverse les conditions stratégiques, modifie le rôle du Canada, mais ne le diminue pas. Ce qui compte désormais, c'est la possibilité, pour une puissance, de frapper plus tôt que l'autre — c'est-à-dire d'avoir ses bases de fusée plus près des centres vitaux de l'ennemi que ce n'est le cas pour lui — d'où l'importance, pour les États-Unis, de l'Europe. Mais l'avantage de la frappe initiale est annulé par l'existence d'un arsenal capable d'échapper à la destruction par la première vague de fusées: les engins embarqués par les sous-marins nucléaires rendent impossible la destruction complète des forces de l'adversaire par le coup initial. On sait désormais qu'il est encore capable de réagir et de ruiner à son tour l'agresseur: c'est la base de toute la dissuasion.

L'Arctique est toujours aussi important, puisque c'est par des trajectoires passant par les hautes latitudes que passeraient les fusées intercontinentales soviétiques — mais on ne dispose d'aucun moyen pour les détruire en vol. Le rôle de l'Arctique est donc d'offrir des moyens d'écoute permettant de détecter les coups quelques dizaines de secondes avant qu'ils ne frappent les centres essentiels américains. C'est aussi, en limitant la liberté de manoeuvre des sous-marins nucléaires soviétiques, d'éviter qu'ils ne s'infiltrerent par les détroits qui séparent les îles de l'archipel arctique, et ne menacent plus directement les centres de la puissance américaine — les sous-marins nucléaires permettant en pareil cas aux Soviétiques d'être aussi près de leurs objectifs que ne le sont les bases américaines en Europe.

La logique de la dissuasion conduit de la sorte à rendre hautement improbable toute action nucléaire préventive: le rôle des armements conventionnels s'en trouve renforcé. C'est là-dessus que repose, dans les années 1970, la stratégie soviétique. Les missiles tactiques de haute précision rétablissent en partie l'équilibre au profit de l'Occident.

L'Initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan introduit une nouvelle dimension. Dans la course entre la lance et le bouclier, le bouclier se perfectionne et permet de limiter et peut-être d'écarter la menace des fusées ennemies. Les nouvelles armes anti-

fusées seront sans doute installées sur des plates-formes spatiales, mais le rôle des approches septentrionales du continent ne sera sans doute pas négligeable.

Cela fait donc 40 ans que le Canada se trouve placé au centre du dispositif stratégique américain et de celui de l'OTAN. L'évolution des armes nucléaires a sans doute modifié l'intérêt des chaînes de radars ou des bases aériennes arctiques, mais c'est toujours du Nord que vient la menace essentielle qui pèse sur le monde nord-américain — et sur le monde libre.

Les géographes canadiens auraient dû se passionner pour la dimension militaire de l'aménagement de leur espace dès le début des années 1950. C'est l'inverse que l'on observe: jamais les considérations militaires n'ont aussi peu retenu l'attention. Cela tient sans doute à l'inadaptation des moyens d'analyse jusque-là employés. Le rôle des forces terrestres conventionnelles et des marines de surface, sur lequel s'étaient penchés les géotacticiens et les géostratèges de la première moitié du siècle, s'efface presque complètement. À quoi bon s'intéresser au poids des accidents de terrain dans le déploiement de l'artillerie lorsqu'on pense que celle-ci n'aura aucun rôle? À l'heure où les sous-marins deviennent pratiquement indétectables, quelle valeur gardent les bases navales qui étaient jusqu'alors indispensables au contrôle de l'Atlantique Nord ou du Pacifique Nord? Quant à l'analyse des facteurs de puissance, ressources naturelles, forces productives, population, liberté d'accès aux mers, etc., à quoi bon s'y attarder si les conflits ne durent que le temps de lancer les missiles — la guerre de 100 secondes du général français Pierre Gallois?

La dissuasion nucléaire est si efficace que personne n'ose recourir à l'arme atomique. Les grandes puissances s'affrontent indirectement, par alliés interposés, sur les champs de bataille du Tiers monde: on y mène des hostilités qui mélangent les moyens conventionnels et les techniques de la guerre révolutionnaire et de la guérilla. Les démarches de la géographie classique conviennent parfaitement pour saisir les conditions et le déroulement de conflits de ce type: la géostratégie et la géopolitique redeviennent populaires parmi les géographes à l'occasion de ces affrontements en Algérie, au Viêt-Nam et plus tard en Angola, en Éthiopie et en Afghanistan. Mais les géographes canadiens ne sont jamais directement concernés par cette résurgence des conflits traditionnels.

Est-ce à dire que la guerre froide et les équilibres de dissuasion n'ont pas transformé l'espace canadien? Nullement: la position stratégique du Canada fait qu'il est de l'intérêt des États-Unis et de toute l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de voir leur allié disposer des outils de défense les plus performants: les industries canadiennes se trouvent donc incitées à participer à l'effort de recherche que nécessite le bouclier dont l'Amérique a besoin. Le Canada est sûr de pouvoir accéder aux technologies les plus modernes, ce qui pèse beaucoup dans la transformation de ses industries. Sans la menace stratégique qui concerne directement le pays, celui-ci n'aurait sans doute pas pu participer à la course aux techniques nouvelles, et la recherche progresser autant dans le Sud, en Ontario et au Québec en particulier, où se trouve une bonne partie de l'arsenal de production militaire et aérienne canadien.

Renforcement de la technicité du Canada méridional et en particulier du corridor Windsor-Québec, sans doute: mais ce n'est pas le seul effet régional de la nouvelle donne stratégique: le Nord prend une valeur accrue aux yeux des gouvernements canadiens: il y faut des équipements importants, des bases. Une partie des forces de la nation se trouve donc réorientée vers une frontière longtemps jugée lointaine. Dans le même temps, les populations amérindiennes qui dominent dans ces milieux ingrats attirent davantage l'attention, et le gouvernement fédéral devient plus attentif à leurs revendications.

Les nouvelles formes de tension ne nécessitent plus la mobilisation d'effectifs nombreux: l'absence d'études sur la géographie militaire du Canada provient sans doute de cela. Fini le temps de la conscription. Il suffit de disposer d'équipements sophistiqués et de personnel hautement qualifié pour remplir la plupart des nouvelles tâches militaires. Les missions d'intervention possibles pour secourir l'un ou l'autre des alliés de l'OTAN impliquent davantage le recours à une petite armée de métier aux équipements sophistiqués les plus modernes que le recours à des masses ne disposant que d'armes peu performantes.

VERS UN ESPACE UNIFIÉ NORD-AMÉRICAIN?

La géographie militaire implique, comme nous venons de le voir, une réflexion sur les conditions géostratégiques des territoires concernés. Mais il n'y a pas davantage dans le domaine militaire que dans d'autres de déterminisme absolu: la position géographique n'explique pas tout. Les hommes en place réagissent en fonction de leur perception des problèmes: c'est ce climat d'incertitude, de risque, de jeu, que la géographie politique classique, toute entière tournée vers la description des forces, ignorait et que la géopolitique moderne cherche à appréhender. Comment les Canadiens conçoivent-ils donc leur défense et leur rôle dans l'espace international?

Le déplacement du foyer de l'Alliance atlantique n'a pas posé de problème aux Canadiens. Ils faisaient partie d'un ensemble dominé par le Royaume-Uni. Ils sont aujourd'hui membres d'une coalition organisée par les États-Unis. Le changement est important, mais il ne remet pas en question la vieille connexion nord-atlantique que la Grande-Bretagne a tissée depuis les années 1580. Et la menace soviétique paraissait si évidente qu'il n'était pas imaginable de nouer d'autres alliances. L'essentiel était pour tous de rendre moins vulnérables les approches septentrionales du continent.

Cette identité profonde d'intérêts n'empêche pas les Canadiens d'avoir d'autres vues que leurs alliés européens ou américains dans bien des secteurs. Ils considèrent, comme d'autres démocraties nordiques, qu'il est urgent de favoriser la croissance du Tiers monde. Le bilinguisme du pays lui ouvre, par exemple, un champ inégalé en Afrique. Vis-à-vis de l'Amérique latine, le Canada est plus soucieux que son voisin du sud de promouvoir des rapports entre égaux, seuls capables à long terme de préserver la solidarité du continent. Les traditions impériales et les liens linguistiques donnent à son action dans une partie des Caraïbes une signification particulière — que renforce la fréquentation croissante, l'hiver, de ces îles par les Canadiens.

Mais ces choix géopolitiques n'impliquent pas de rapports de puissance et ne mettent jamais en jeu l'appareil militaire canadien. Celui-ci est peut-être plus sollicité, aujourd'hui, par d'autres tâches, moins grandioses: celles qui sont liées au contrôle effectif du territoire national, du continent, des îles et des mers côtières sur lesquelles le pays exerce maintenant sa souveraineté. Cela implique une couverture radar totale de toutes les approches, et des avions et une marine efficace pour intervenir dans les zones de pêche et faire respecter le nouveau droit.

Les conditions de l'Initiative de défense stratégique américaine risquent aussi de modifier assez considérablement l'intérêt que présente le Canada pour l'OTAN au cours des années qui viennent: tout l'appareil économique et militaire soviétique avait été développé, au cours des années 1960 et 1970, autour de deux lignes: accroître le potentiel des fusées à tête nucléaire et multiplier les armements conventionnels, les seuls à avoir

quelques chances de servir en cas de conflit impliquant les États dotés d'un arsenal nucléaire. L'Initiative de défense stratégique américaine a radicalement modifié les conditions de l'équilibre mondial futur: si les Américains sont capables, dans un avenir relativement proche, de se prémunir contres les missiles, à quoi serviront les fusées soviétiques — surtout celles de modèle ancien, donc relativement peu précises — et les armes conventionnelles? Reagan a conduit les Soviétiques à redéployer leur effort: et le retard qu'ils avaient pris dans les très hautes technologies rendait improbable qu'ils puissent rivaliser dans un proche avenir avec les États-Unis. La seule solution qui leur restait pour réduire leur handicap technologique, c'était de faire appel à l'Occident pour s'équiper — et de procéder à la destruction d'une partie de leur arsenal nucléaire et conventionnel pour montrer à l'Occident leur bonne foi et décourager l'effort qu'il venait d'entreprendre pour développer ses défenses.

Il est clair que tout ce qui se passe à l'Est ne relève pas de calculs aussi machiavéliques, mais rien n'indique qu'ils n'aient pas eu lieu. Les retombées en sont importantes pour le Canada: en réduisant la menace soviétique et en décourageant l'effort américain de défense stratégique, le rôle du Canada se trouve diminué.

Le Canada n'a plus autant de raisons d'être choyé par les États-Unis et par l'ensemble de ses partenaires de l'OTAN. Pour rester dans le concert des nations qui participent aux formes les plus modernes de développement économique, la seule option n'était-elle pas une intégration totale au sein d'un espace unifié nord-américain? Ne faut-il pas voir, dans la création d'un marché commun aux États-Unis et au Canada, à l'automne 1988, une réaction à la nouvelle conjoncture stratégique mondiale?

Telles sont les questions que pose, à notre avis, l'analyse du fait militaire dans la géographie canadienne.

(Acceptation définitive en avril 1990)